

Diser, Lyvia, *Wetenschap op de proef. Laboratoria in het Belgisch overheidsbeleid (1870-1940)*. Leuven : Universitaire Pers Leuven, 2016.

Jan Vandersmissen, Universiteit Gent

Ce livre jette un regard neuf sur un aspect peu connu de la recherche financée par le gouvernement belge : la science de laboratoire au service de l'État. Il s'agit d'un ouvrage consacré spécifiquement à l'évolution des stations et laboratoires agricoles.

Depuis quelques années, les historiens des sciences se sont tournés de façon énergique vers l'étude des politiques scientifiques en Belgique dans un cadre temporel large. De la fondation de l'Académie de Bruxelles en 1772 jusqu'à la régionalisation des politiques scientifiques provoquée par les réformes de l'État et l'intégration de la science belge dans les collaborations internationales de la *Big Science*, l'appréciation historiographique des relations entre science et politique oscille entre plusieurs approches. Si certains privilégient toujours une approche focalisée presque exclusivement sur les phénomènes « belges », de plus en plus d'historiens envisagent leur recherché en termes d'approche comparative au niveau européen ou même mondial.¹ Bien que cette étude, réalisée par Lyvia Diser, docteur en histoire de la KU Leuven et actuellement attachée au Museum voor de Geschiedenis van de Wetenschappen de l'Universiteit Gent, mette en lumière une variété de débats locaux et nationaux relatifs à la science de laboratoire, l'auteur se montre parfaitement capable de les relier à une série de développements au niveau international. Elle travaille sur les dernières connaissances acquises dans le domaine des *Laboratory Studies* et inclut dans son analyse l'évolution des sciences de laboratoire en Allemagne et en France, deux pays qui ont servi de modèles pour la variante belge.

Dans le contexte belge, la définition du concept de « politique scientifique » est généralement celle qui a été formulée par la Commission nationale des Sciences en 1957 : « un ensemble de directives générales tendant à développer les activités scientifiques et à les mettre au service, non seulement, du développement intellectuel et moral de la population, mais aussi de la protection de sa santé et de sa prospérité économique ». ² Par conséquent, de multiples travaux ont comme sujet les actions systématiques et coordonnées de l'État en faveur de l'enseignement universitaire et de la recherche en vue de leur contribution à la réalisation des objectifs économiques, sociaux et culturels de la nation. Des chercheurs ont procédé à l'identification des principales parties intervenantes au niveau de l'État, à l'analyse de leurs discours politiques et idéologiques, ainsi qu'à l'étude approfondie des différentes actions, toujours du point de vue de l'État. L'originalité de cette étude réside dans le fait qu'elle ouvre une nouvelle perspective : celle de l'interaction souvent tendue entre, d'une part, les préoccupations administratives et le sens du concret d'une bureaucratie, et d'autre part, les principes de rigueur intellectuelle exigés par un corps d'experts travaillant « sur le terrain », c'est-à-dire dans les laboratoires de l'État.

Ce livre est organisé selon un schéma chronologique traditionnel. Le premier chapitre explique la mise en place de la Fondation de Stations agricoles en Belgique dans le contexte de la crise agricole au milieu du XIXe siècle et l'intégration progressive des sciences exactes – en particulier de la chimie – dans l'agronomie de l'époque. En 1860, malgré les désaccords entre les parties, l'État accorda son soutien à la création d'un Institut agricole de l'État à Gembloux. Le deuxième chapitre, richement documenté, se concentre sur la fascination de certains professeurs pour la

chimie organique et ses applications dans les stations agricoles allemandes. L'introduction de l'*Agrikulturwissenschaft* en Belgique est due à Arthur Petermann, qui émerge comme le promoteur majeur de la science de laboratoire. Sous l'impulsion de la Fondation, il construit à Gembloux la première station agricole calquée sur le modèle allemand, équipée d'un laboratoire d'analyse et de salles de préparation. Ses enseignements contribuent à l'introduction d'une véritable culture de la recherche au sein de la station. Les assistants de Petermann prendront la tête de nouvelles stations, établies à Gand, Hasselt et Liège. Là, seront combinées recherches expérimentales et activités pratiques telles que le contrôle des produits agricoles. Le troisième chapitre aborde les aspects commerciaux de la science de laboratoire, en particulier le développement et le contrôle des engrais. Les stations vont se positionner au milieu d'un monde d'affaires en utilisant ce que Diser décrit comme le « pouvoir moral » de la science. Le chapitre suivant décrit l'acquisition des stations par l'État belge en 1883 et leur transformation en laboratoires agricoles de l'État. La prise de pouvoir des catholiques et la fondation d'un ministère de l'Agriculture provoquent une « offensive agricole » avec une forte composante scientifique, ce qui permet aux stations de renforcer leur position. En même temps, elles sont touchées par la culture bureaucratique qui privilégie les « applications ». Cela crée de nouvelles tensions et l'implication de plusieurs groupes d'intérêt. Finalement, la science de laboratoire sera apprivoisée par l'administration de l'État pour devenir un simple instrument, non controversé et gérable, qui contribue au progrès du pays.

Cet ouvrage est agréable à lire grâce au style souple et raffiné de son auteur. Il est enrichi d'images soigneusement choisies.

- Jan Vandersmissen

Referenties

1. Bertrams, Kenneth, Biémont, Émile, Van Tiggelen, Brigitte et Vanpaemel, Geert, dir., *Pour une histoire de la politique scientifique en Europe (XIXe-XXe siècles) : actes du colloque des 22 et 23 avril 2005*, Bruxelles : Académie Royale de Belgique, 2007 ; Halleux, Robert, Geneviève Xhayet, Pascal Pirot, Jan Vandersmissen, et Rik Raedschelders, *Tant qu'il y aura des chercheurs : Science et politique en Belgique de 1772 à 2015*, Bruxelles : Éditions Luc Pire, 2015.
2. Halleux, Robert et al., *Op. cit.*, p. 8.